

Les émissions françaises de gaz à effet de serre d'ici 2030

L'impact de la récession et du plan de relance

20 janvier 2021

Quelques documents publiés comportent une appréciation générale de la politique budgétaire et du plan de relance sur les émissions

- ❑ « Budget vert » : Le *Rapport sur l'impact environnemental du budget de l'Etat* est limité à un classement des dépenses publiques (neutres, favorables, défavorables) sans quantification des résultats attendus.
- ❑ Haut Conseil pour le Climat : Proche de celle concernant l'évaluation de l'impact environnemental du budget (favorables ou non).
- ❑ Convention Citoyenne pour le Climat : Estimations qualitatives de l'impact attendu de chaque proposition (faible, moyen et élevé), sans évaluation quantifiée des mesures et de leur impact.
- ❑ Rapport Economique Social et Financier 2021 : Un encadré concernant une quantification globale non datée.



Notre approche vise à chiffrer les perspectives probables d'émissions pour les comparer aux objectifs publics

- Les hypothèses de travail pour le chiffrage (Monde – UE – France) :
 1. Les perspectives économiques 2020-2030 (décembre 2020)
 2. La poursuite des tendances des ratios-clés : intensité énergétique du PIB, et intensité en gaz à effet de serre de l'énergie
 3. Pour la France, un effet additionnel dû aux mesures « anti-émissions » du plan de relance

Principaux résultats

- ❑ **France** : l'objectif 2030 de la Stratégie Nationale Bas-Carbone (310 MtCO₂e) est à notre portée
- ❑ **Union européenne** : un excédent d'émissions de 24% par rapport à l'objectif affiché pour 2030 (baisse probable des émissions de -44% par rapport à 1990, alors que l'objectif est de -55%)
- ❑ **Monde** : les perspectives sont complètement hors de l'épure.
Les émissions actuelles sont proches de 47 milliards de tCO₂e
L'objectif 2030 serait de l'ordre de 35 milliards de tCO₂e
Les émissions probables en 2030 sont de 55 milliards de tCO₂e

Les perspectives économiques servant de base à nos perspectives d'émissions

Les hypothèses économiques pour la France, l'Union européenne et le monde Taux de variation annuelle du PIB en volume (en %)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025-2030
Monde	-3,8	5,2	3,9	3,2	2,9	2,8
Union européenne ¹	-7,2	4,4	2,9	1,5	1,0	0,9
France	-9,2	5,7	2,7	1,5	0,8	0,8

¹ Hors Royaume Uni

- ❑ 2020, un recul du PIB.
- ❑ 2021, le rebond de l'activité effacerait tout ou partie du recul de 2020 (environ les deux tiers en France, les trois quarts dans l'UE).
- ❑ L'économie trouverait après la fin du rebond un régime de croissance sensiblement plus faible qu'au cours de la décennie 2010-2019.

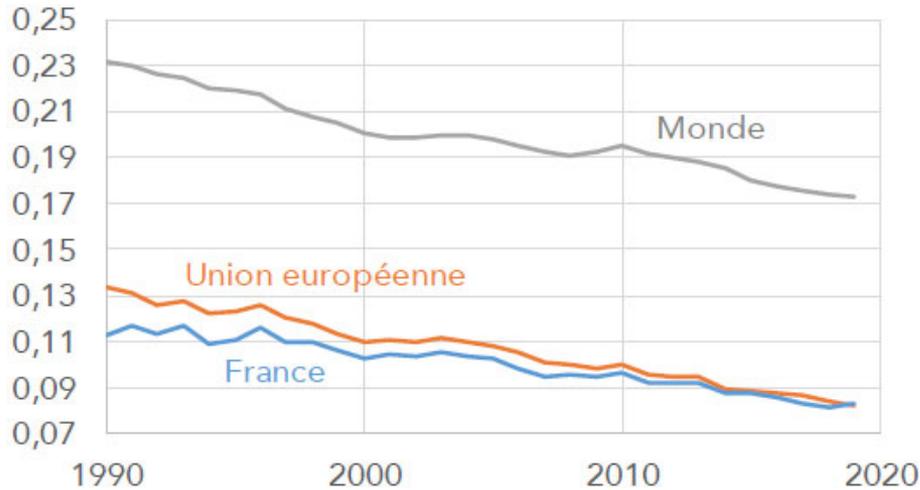
La méthode retenue pour chiffrer les émissions d'ici 2030

- ❑ Partir des **perspectives économiques** présentées
- ❑ Estimer sur le passé les **relations tendanciennes** entre PIB en volume, consommation d'énergie primaire, et émissions de gaz à effet de serre
- ❑ En déduire des **perspectives d'émissions tendanciennes**
- ❑ Pour la France, corriger les tendances pour **prendre en compte les effets supplémentaires liées aux mesures « anti-émissions »** du plan de relance

Les tendances depuis 1990 : des progrès quasi-linéaires en efficacité énergétique et en intensité carbone, dans les trois zones

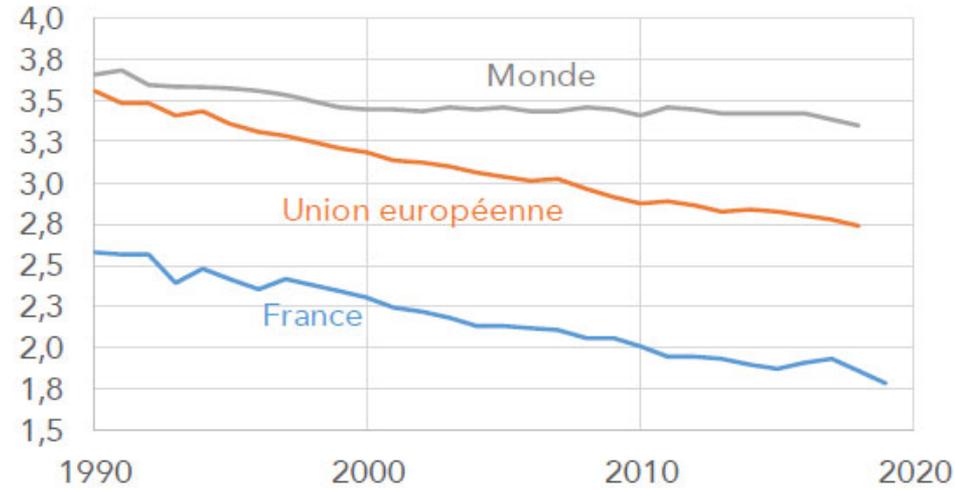
Ratio 1

Consommation d'énergie primaire sur PIB en volume, en tep pour 1000 dollars de 2010



Ratio 2

Emissions de gaz à effet de serre sur consommation d'énergie primaire, en tCO2 par tep



- La prolongation des tendances, sans accélération ni ralentissement, conduits aux **résultats tendanciels** :

(en MtCO ₂ e)	2019	2030
France	441	327
UE	3 664	2 717
Monde	49 257	55 660

Mais les niveaux sont très différents

- En 2020, produire 1000 euros entraîne l'émissions de...
 - 400 kilos d'équivalent CO₂ au niveau mondial
 - 200 kilos d'équivalent CO₂ dans l'Union européenne
 - 150 kilos d'équivalent CO₂ en France

Les perspectives pour la France

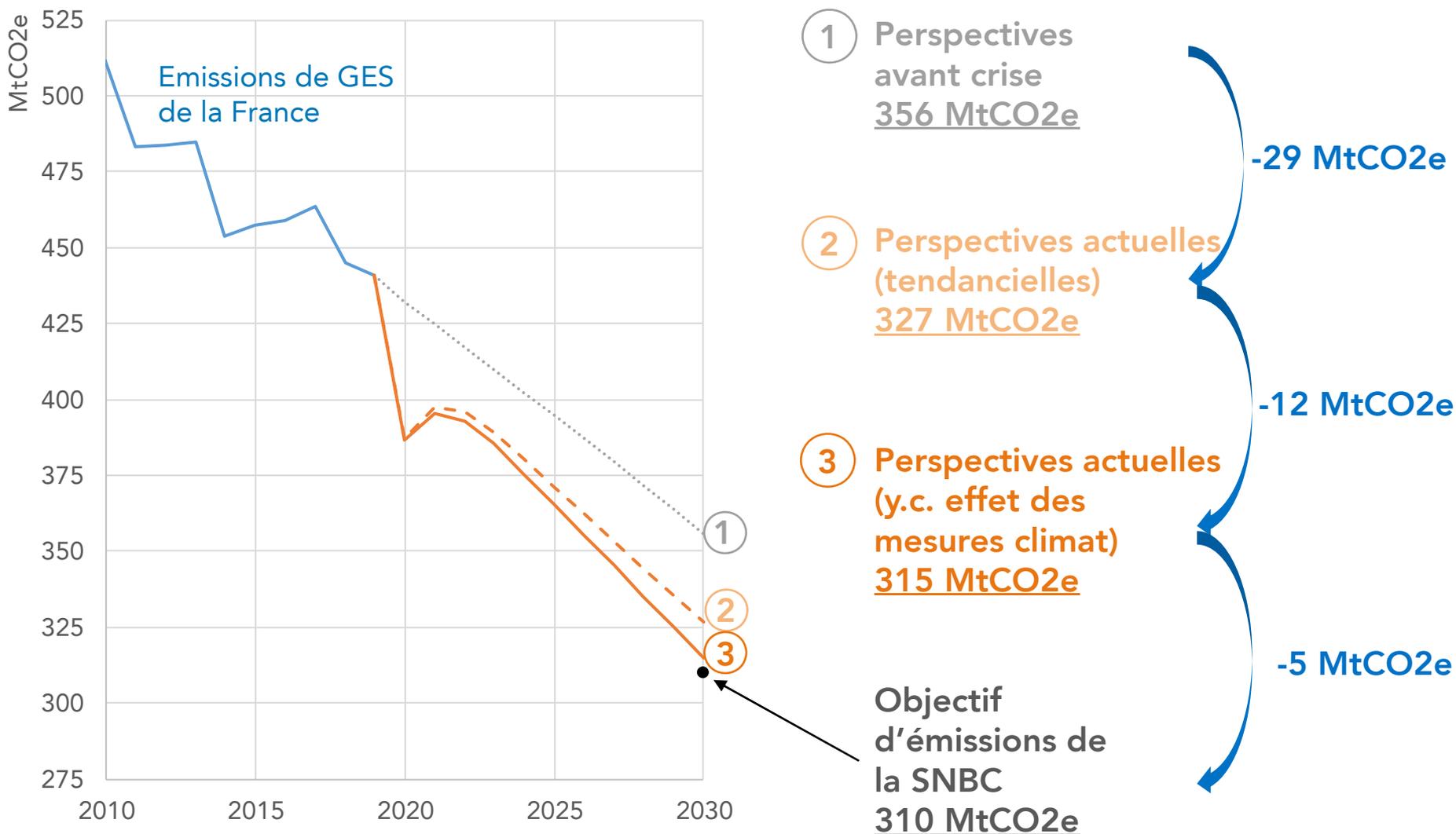
Les mesures ayant un impact significatif sur les émissions en 2030 : bâtiments, automobiles, industrie et technologies

Crédits budgétaires des mesures du volet écologique du plan de relance, selon les effets attendus sur les émissions

	Crédits budgétaires (millions d'euros)
1. Mesures ayant un impact significatif sur les émissions d'ici 2030	
Rénovation énergétique des bâtiments publics	4 000
Rénovation énergétique des logements privés	2 000
Développer l'hydrogène vert	2 000*
Soutien à la demande en véhicules propres (bonus, prime à la conversion)	1 900
Décarbonation de l'industrie	1 200
Rénovation énergétique et réhabilitation lourde des logements sociaux	500
Verdissement des ports	200
Rénovation énergétique des locaux de TPE/PME	200
Verdissement du parc automobile de l'État	180
Sous total 1.	12 180
2. Mesures écologiques ayant peu d'impact sur les émissions	18 200
Total 1 + 2	30 380

* 7,4 milliards d'ici 2030 avec le PIA4 (4ème programme d'investissements d'avenir)

Les perspectives d'émissions 2030 de la France se rapprochent de l'objectif : pour deux tiers en raison de la moindre croissance, pour un tiers grâce aux effets des mesures climat du plan de relance



Conclusions : Quelle contribution peut apporter la France à la réduction des émissions mondiales ?

- ❑ 1. Tenir fermement les objectifs affichés
- ❑ 2. Mais **ces efforts, même accrus, ont un impact marginal** (deux pour mille des émissions mondiales en 2030)
- ❑ 3. Entre 1990 et 2019, **la baisse des émissions des secteurs industriels français a représenté 92 % de la baisse totale des émissions** de la France (efforts importants des entreprises notamment des gros émetteurs, mais aussi désindustrialisation relative du territoire français)
- ❑ La prolongation de ce mouvement n'est pas souhaitable. **Un effort de réindustrialisation doit être conduit tout en poursuivant la diminution des émissions du secteur**
- ❑ Au-delà des efforts intérieurs pour réduire les émissions liées à notre production, il faut aussi **réduire notre empreinte carbone** (qui augmente). Les discussions au niveau de l'Union européenne autour d'un possible mécanisme d'ajustement carbone pourraient contribuer à un changement de tendance

-
- ❑ Concentrer une part importante de nos investissements sur **les avancées technologiques et industrielles qui permettront non seulement d'assumer une production bas-carbone sur notre territoire mais aussi d'être exportées** ailleurs dans le monde et apporter une contribution à la maîtrise des émissions mondiales.
 - ❑ Consolider et le renforcer les atouts de la France, par un soutien de l'innovation industrielle, serait non seulement **une stratégie positive pour la croissance et l'emploi en France**, mais aussi **une contribution à la réduction des émissions mondiales, qui compléterait les efforts nationaux** pour réduire les émissions domestiques.

En résumé :

- Tenir nos objectifs de réduction internes
- Bâtir une « politique de l'offre » pour le climat